APPEL À INITIATIVES REMARQUABLES

4 nouveaux projets démonstrateurs de réduction de gaz à effet de serre

Ville de Vaureal · Ville de Jouy le Moutier · Maurecourt · cergy · Banque des Territoires · ESSEC Business School · Cergy Paris Université · Région Nouvelle-Aquitaine

1. La démarche Agirlocal :

Qu'ils soient émis à Shangaï, New York ou Paris, les gaz à effet de serre se diffusent en un mois dans l'atmosphère tout autour de la Terre et y restent un siècle.
Les émissions de gaz à effet de serre, planétaires comme françaises, continuent de croitre. 25 COP internationales et plusieurs lois transitions ne les ont ni diminuées ni même arrêtées.
Au point où nous en sommes, il ne reste que deux mandats avant le déclenchement des 2°C : une dizaine d'années. L'urgence climatique, ce sont ces dix ans qui nous restent.
Dans cette urgence, il reste un chemin que nous n'avons pas emprunté : l'action locale, méthodique, outillée, massive, articulée avec le national et l'international. Tous les mots comptent.
C'est ce chemin que nous avons décidé d'emprunter en fondant, avec notre association Agirlocal, un lieu où citoyens, élus, Banque des Territoires, CY Université de Cergy-Paris, Essec et Direction Départementale des Territoires se parlent et coopèrent.

2. Un premier appel à initiatives remarquables :

Avec un premier appel, nous avons cherché à constituer un recueil de solutions qui ont fait la preuve de leur efficacité carbone, en commençant par les plus efficaces : 1% au moins de réduction de CO2e si le projet est généralisé au plan local et 1% s'il est généralisé au plan national.
Avec l'ambition de partager ces solutions en les mettant en vitrine sur www.agirlocal.org, pour que chacun puisse les reproduire, localement, massivement, de la maison à la Région. Chaque projet est une mine d'ingénierie publique tiers de confiance. Une mine d'énergie renouvelable, un peu particulière.

3. Les résultats de l'appel désormais permanent:

Lors du premier appel. nous avons recueilli 25 projets démonstrateurs, autant de solutions. Nous en sommes à 31.
9 d'entre-elles permettent de réduire de 20% l'empreinte carbone nationale si elles sont généralisées. Et cela ne tient qu'à vous, seul et ensemble.

Comme les 2 fois précédentes, le jury, composé des membres de l'association, n'a pas eu pour objet de distribuer des prix mais de prendre en considération ces solutions, de discuter de leur efficacité, de leur reproductibilité, de flécher le champ d'action et de décider de les mettre en vitrine ou pas.

Ce dossier de presse présente les solutions en une page, puis les décisions par champ d'action et par solution, assorties de commentaires.

En annexe, un récapitulatif de trois lignes par solution.

Nourriture / Agriculture

- NeoFarm

NeoFarm

NeoFarm, société créée en 2018, a mis au point un concept de fermes maraîchères installées sur des petites surfaces (à partir de 2ha et jusqu'à une dizaine d'hectares), en périphérie des villes. Elle répond à une demande sociétale forte et contribue à contrer la crise climatique.

Installer des fermes maraîchères sur de petites surfaces à proximité des villes, c'est offrir aux habitants la possibilité de s'approvisionner à proximité, en légumes locaux et de saison, de mieux contrôler ce que l'on mange, de diminuer le recours à des légumes importés et les impacts de la logistique des approvisionnements trop lointains, d'augmenter la résilience alimentaire de nos territoires,

Ce qui exige le développement d'un nouveau modèle de maraichage respectueux de la nature et des hommes qui regroupe des acteurs locaux (habitants, collectivités locales, agriculteurs) et soit à même de mettre en œuvre des projets alimentaires territoriaux.

Lorsqu'une ferme NeoFarm est installée sur un territoire, ce sont non seulement des zones de cultures productives qui sont déployées (pour partie sous serre et pour partie en plein champs), mais c'est également un ensemble paysager avec un impact positif sur l'environnement et la biodiversité : implantation de zone d'engrais verts, plantation d'arbres et de haies en agroforesterie, mare et bassin de récupération des eaux de pluie…

Pour parvenir à produire sur des petites surfaces, être économiquement viable dans le réchauffement climatique tout en réduisant la pénibilité afin d'attirer les nouvelles générations d'agriculteurs dans ces métiers NéoFarm a misé sur l'innovation technologique (robotisation de l'exploitation) et sur l'agroécologie (biodiversité préservée, diversité des productions).

NeoFarm propose une solution de mise en place d'une exploitation maraichère clé en main : étude de faisabilité, conception de l'exploitation, dépôt des autorisations nécessaires et démarches administratives, suivi de chantier, préparation des zones de cultures et des zones paysagères, assistance à la gestion de l'exploitation (planification des cultures, formation des équipes, organisation de la logistique, application de gestion de l'activité maraîchère et d'aide à la décision...) ou support à la distribution.

Neofarm a fondé son modèle économique sur la création pour chaque exploitation d'une société locale dédiée à l'exploitation qui réunit Néofarm, le propriétaire du foncier et les investisseurs locaux : collectivités locales, agriculteurs, équipe maraîchère de la ferme et NeoFarm.

L'activité sur la ferme maraîchère pilote de NeoFarm a démarré en 2021 à St-Nom-La-Bretèche (78). Cette année, deux nouveaux projets voient le jour, dont l'un avec la commune de Lagny-Le-Sec, dans l'Oise, sur un terrain communal laissé en friche jusqu'alors, avec l'objectif d'offrir aux habitants des environs l'accès à de bons légumes bio et locaux.

Contact : Stéphanie Bichard stephanie.bichard@neo.farm 07 80 91 88 84

Nourriture / Agriculture

Nom du projet	Acteurs majeurs	Décision	Intègre le champ d'action	Commentaires
FP-31 **NeoFarm**	Entreprise	En Développement	Nourriture / Agriculture	

Energie

- Coop’ Carbone
- Moins 3% CO2, 400€ d’économie par logement pour les foyers et Zéro gaz russe

Coop' CARBONE

La Rochelle zéro carbone vise à transformer le territoire par un programme de 70 actions pour atteindre la neutralité carbone en 2040. Ce qui exige de savoir compter carbone tant pour évaluer les émissions du territoire que pour évaluer la quantité des émissions supprimées par les projets ; mais aussi de financer certains projets au-delà de leur propre rentabilité et des subventions et contributions publiques concourantes.
Le Label Bas Carbone créé en 2019 contribue à de tels financements complémentaires : certains émetteurs tenus de limiter leurs émissions (au-delà des droits gratuits accordés par la loi) ont la possibilité de compenser plutôt que d'investir ; en achetant ces réductions d'émissions, de manière à compenser leurs propres émissions résiduelles de gaz à effet de serre : « des crédits carbone ».
La comptabilisation projet, à la fois carbone et euros, est un outil précieux pour les porteurs de projet.

La coopérative carbone a été fondée dans ce double cadre, territoire et projet.
Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), elle s'adresse et réunit tous les acteurs de la transition écologique : institutionnels et collectivités locales, financeurs et banques, entreprises, organismes de formation et de recherche, associations et citoyens, sur le territoire de La Rochelle Zéro Carbone.
Elle est reproductible pour les territoires qui le souhaitent, certains ont déjà été accompagnés.

Dédiée à la réduction multi-acteurs des émissions de GES et sur la captation du carbone, la coopérative déploie une offre de services autour de la formation, de la réalisation de bilans jusqu'à l'élaboration de plans d'actions et la recherche de financements.
L'outil coopératif permet en outre l'émission et la vente de crédits carbone à l'échelle territoriale, ce qui réunit porteurs de projets et acheteurs, renforce leur engagement et leurs marges de manœuvre.

L'Agglomération de la Rochelle siège dans la coopérative, représentée par l'élu qui préside « La Rochelle territoire zéro Carbone ». Les projets sont identifiés via le réseau local. La coopérative est le mandataire des porteurs de projets. C'est elle qui met en lien les acteurs locaux au quotidien.

Concrètement, son rôle est :
1/d'accompagner les porteurs de projets en évaluant leur « gain carbone » ou d'économies d'énergie.

- Un agriculteur plante une haie, la coopérative évalue le crédit carbone , permet le paiement.
- Un particulier transforme son chauffage au gaz par la géothermie et encaisse le montant de certificats d'économie d'énergie.
- Une entreprise change son process industriel et réduit ainsi ses émissions. Elle peut aussi recevoir un accompagnement dédié pour évaluer et labelliser l'impact environnemental.
- Une entreprise veut devenir neutre en carbone. Elle est accompagnée pour réaliser son bilan carbone, mettre en place son plan d'actions et contribuer, pour les émissions qu'elle ne peut pas réduire, à d'autres projets du territoire.

2/ d'accompagner les organisations et citoyens engagés de façon volontaire.

- Un particulier part en vacances en avion. Il peut compenser localement ses émissions.
- Soumise à la RSE, une entreprise peut accompagner des projets locaux bas carbone.

Le territoire rochelais est l'un des premiers en France à créer une coopérative locale du carbone, reproductible. Ingénierie publique tiers de confiance, elle fait l'évaluation énergétique et carbone, porte les démarches de labellisation, offre un portefeuille de projets bas carbone et une capacité d'agir local ; et ne demande qu'à être reproduite et mise en réseau, pour compter carbone et agir.

Contacts : contact@cooperativecarbone.fr ; Anne Rostaing 05 46 27 98

Moins 3% CO2, 400€ d'économie par logement pour les foyers et Zéro gaz russe

La solution proposée a pour objectif de réduire à zéro nos importations de gaz russe, dans le but de mettre fin au financement par la France de la guerre russe contre l'Ukraine.

L'action a pour périmètre les seules consommations des bâtiments (résidentiel et tertiaire), et exclut donc l'impact du gaz utilisé par l'industrie et l'agriculture. Ce secteur consomme, en effet, directement 48% du gaz importé (2/3 pour le résidentiel et 1/3 pour le tertiaire). L'action consiste en l'adoption, par les citoyens, de petits gestes élémentaires et déjà connus de tous.

Citons, pour exemple, la réduction d'1° de température de chauffage du logement, l'arrêt des robinets sous la douche pendant qu'on se savonne, la modulation de la consommation jour/nuit et travail/vacances, l'arrêt des radiateurs lorsque les fenêtres sont ouvertes, la pose de robinets thermostatiques sur les radiateurs, l'utilisation de régulateurs de température ou encore le fait de ne chauffer que les pièces utilisées.

La réflexion peut être étendue au tertiaire par des actions analogues.

L'intérêt du projet réside dans l'outil afférent proposé : une check-list, qui prend la forme d'un tableau, dans lequel tout un chacun peut noter les actions à réaliser et mettre en perspective chaque initiative sur laquelle il s'engage par la lecture d'un potentiel de réduction des consommations, et donc de nos importations de gaz russe.

L'adaptation-reproduction des gestes est simple sur l'ensemble du territoire français. Ce qui conduit à un potentiel de réduction de notre empreinte carbone nationale de 3%.

Pour précisions sur l'aspect financier, la moitié du projet rapporte de l'argent sans investissement, l'autre moitié peut coûter entre 1000 et 1500 euros par logement, avec un temps de retour sur investissement de l'ordre de 1 à 2 ans. L'économie annuelle attendue varie, ainsi de 200 à 700 euros selon la taille du logement. Pour ce qui est des importations de gaz russe, à 40 euros le MWH et environ 85 TWh économisés par an, 3 ,4 milliards d'euros de financement par la France de la guerre russe contre l'Ukraine sont alors réduits à zéro.

Les obstacles entrevus ne sont donc pas financiers mais relèvent d'une prise de conscience de l'ampleur du résultat, au regard de la modestie des gestes et de l'impact quasi nul sur nos modes de vie.

Mode d'emploi :

- *Retrouver la surface du logement ou bâtiment, ainsi que la part chauffée.*
- *A partir des factures, reconstituer les consommations annuelles de gaz sur un an ; retrancher le coût de l'abonnement sur lequel les économies n'ont pas de prise.*
- *Lire les Kwh consommés, les multiplier par 240 g de CO2e/KWH pour obtenir la quantité des émissions et plus tard celles qui peuvent être économisées.*
- *Diviser le coût par les KWH pour obtenir de quoi mesurer l'impact des gestes mis en place sur le pouvoir d'achat et enfin par 0,41 pour connaître le montant dont V. Poutine ne disposera plus pour financer la guerre contre l'Ukraine.*

Contact du porteur de projet : Jean-Michel Vincent
Président Agir Local
jeanmichel.vincent@wanadoo.fr

Energie

Nom du projet	Acteurs majeurs	Décision	Intègre le champ d'action	Commentaires
FP-30 **Coop' CARBONE**	Territoires / Habitants	Mise en Vitrine	Energie	Objectif zéro Carbone
FP-32 **Moins 3% CO2, 400€ d'économie par logement pour les foyers et Zéro gaz russe**	Territoires / Habitants	Mise en Vitrine	Energie	3% carbone

Education Populaire / Formation

- Eco-école Ennery

Eco-école Ennery

L'école d'Ennery fait partie du réseau des éco-école. Eco-Ecole est la version française d'Eco-Schools, programme international d'éducation au développement durable (EDD). Il a été lancé en 2005 par L'association Teragir avec le soutien du Ministère de l'Education Nationale. Par une démarche pédagogique à la fois transversale, interdisciplinaire et disciplinaire en mode "projet", les enseignants accompagnent les élèves dans une meilleure compréhension du monde qui les entoure et dans leur apprentissage de la citoyenneté.

Pour un observateur extérieur, 3 mots clés ressortent dans l'approche pédagogique portée par Philippe Viard, le directeur de l'école élémentaire Gérard Claudel d'Ennery : **l'émancipation**[1] des enfants par l'école demande de leur donner des **responsabilités** qui les amènent à prendre des **initiatives** ; et beaucoup apprendre dans l'action.

Le contact direct avec la nature est au centre de l'approche : que ce soit grâce aux randonnées du vendredi après-midi ou au potager installé dans la cour de récréation, les enfants apprennent beaucoup de choses en "faisant" en lien avec le vivant. Les apprentissages scolaires s'y logent, pas tous seuls, mais plus facilement pour les élèves.

Depuis septembre 2019, cette approche s'incarne dans un projet pédagogique global centré sur les enjeux environnementaux, la clé de leur avenir.

- En commençant par le constat.

Ainsi, l'été dernier, sa classe composée d'élèves de Ce2, Cm1 et Cm2 est allée dans le massif des Écrins rencontrer des bergers, des habitants et des gérants de gîtes, témoins du dérèglement climatique. Cet été, départ pour la Laponie en train pour en étudier les conséquences. Ils viennent par ailleurs de rentrer d'un chantier nature dans le Massif central dans un village éco-responsable, où ils ont fabriqué de l'électricité, récupéré l'eau de pluie ou utilisé des toilettes sèches.
Le concours des acteurs locaux, commerçants et petites entreprises permet de boucler les budgets.

- Puis en continuant par l'action :

L'école s'est engagée dans la démarche "Ma petite planète" qui vise pendant 3 semaines à relever divers défis sur les champs de l'alimentation (manger des fruit et légumes de saison), de la mobilité (faire 1 km en vélo), des déchets (utiliser un savon solide, sans plastique donc), ou de la pollution numérique (passer une soirée sans écran). 73 défis proposés, 1245 défis relevés par la classe !
http://blog.ac-versailles.fr/lesfilousdennery/index.php/post/18/11/2021/Ma-petit-plan%C3%A8te-!
Une comédie musicale a (presque) clos l'année scolaire.

Le potentiel d'adaptation-reproduction est très élevé, a minima dans sa version "éco-école". Au-delà sans doute, selon les professeurs des écoles prêts à s'en emparer. Car ce hussard noir de la république porte une véritable révolution des approches pédagogiques dans l'action locale.

Quelques citations de Philippe Viard :

« Je mise sur la coopération entre ces enfants, l'important étant de monter ensemble des projets. C'est ce qui donne du sens aux apprentissages. Je ne donne pas de leçons, ce sont les élèves qui trouvent les règles grâce à des jeux, des énigmes ou des expériences », « L'enseignement primaire doit se renouveler pour inclure tous les types d'intelligences et valoriser les comportements des enfants d'aujourd'hui, (...) je veux simplement montrer qu'étudier autrement qu'à travers des cours magistraux est possible. ».

Philippe Viard a partagé son approche dans un ouvrage : "Changer l'école de l'intérieur", aux éditions Actes Sud.

Contact : Philippe Viard, mission68nord@gmail.com 0645761542

[1] Action d'affranchir ou de s'affranchir d'une autorité, de servitudes, de préjugés/ Contraire : asservissement

Education Populaire / Formation

Après classement jury

Nom du projet	Acteurs majeurs	Décision	Intègre le champ d'action	Commentaires
FP-29 **Eco-école Ennery**	Territoires / Habitants	Mise en Vitrine	Education populaire / Formation	Efficacité pédagogique

Nom du projet	Description
29 – Eco-école Ennery	Le programme éco-école vise à aider les élèves à mieux comprendre le monde qui les entoure pour s'y épanouir et y participer. Il repose sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs d'un établissement scolaire (élèves, enseignants, direction, personnels administratifs et techniques, etc.) mais également du territoire (collectivités, associations, parents d'élèves, etc.). Aujourd'hui le programme Eco-Ecole c'est 2 500 établissements scolaires, de la maternelle au lycée, à travers la France et 46 000 dans le monde, qui ont intégré le développement durable dans leur projet pédagogique, dans leur gestion et dans leurs pratiques.
30 – Coop' Carbone La Rochelle	La Rochelle zéro carbone vise à transformer le territoire par un programme de 70 actions pour atteindre la neutralité carbone en 2040. Concrètement, le rôle de la coopérative carbone est : 1/d'accompagner les porteurs de projets en évaluant leur « gain carbone » ou d'économies d'énergie, et permettre de rétribuer les crédits carbone obtenus 2/ d'accompagner les organisations et citoyens engagés et leur dégager des marges de manœuvre.
31 – NeoFarm	NeoFarm conçoit et opère des fermes en maraîchage bio sur de petites surfaces en périphérie de zones urbaines, avec pour mission de faire émerger un modèle de production locale, écologique et efficace. Leur solution de micro-ferme maraîchère peut être installée sur une surface d'1 hectare minimum afin de permettre l'installation de tous les écosystèmes nécessaires à son fonctionnement. Cela inclut des serres, des jardins extérieurs, des vergers, des haies ou encore des mares et d'autres zones de biodiversité. Ils associent à leurs pratiques agroécologiques des innovations technologiques pour proposer un système hautement productif.
32 – Zéro gaz Russe-moins 3% CO2	L'action consiste en l'adoption, par les citoyens, de petits gestes élémentaires et déjà connus de tous. L'intérêt du projet réside dans l'outil afférent proposé : une check-list, qui prend la forme d'un tableau, dans lequel tout un chacun peut noter les actions à réaliser et mettre en perspective chaque initiative sur laquelle il s'engage un potentiel de réduction des consommations, et donc de nos importations de gaz russe. L'élémentarité des gestes proposés permet un potentiel de réplicabilité sur l'ensemble du territoire français. Dans ce cas, le potentiel de réduction de notre empreinte carbone nationale serait alors de 3%. Et le gain par logement de 200 à 700 euros..

ANNEXES